



Le budget participatif progresse mais peut mieux faire

Romarc Haddou
Lausanne

Un rapport sur les trois premières éditions conclut que l'outil est «un succès» malgré des biais sociologiques. La Ville acquiesce et poursuit ses efforts.

Après trois années d'existence, le budget participatif de Lausanne est intéressant mais conserve une marge de progression. C'est la conclusion du Centre d'études sur la démocratie d'Aarau (ZDA), chargé d'évaluer les premiers pas de cet outil permettant aux habitantes et habitants d'élaborer des projets de quartier qui sont ensuite soumis au vote populaire. Ceux qui recueillent le plus de suffrages sont financés par la Ville jusqu'à épuisement du budget (175'000 francs en 2021).

Alors que le budget participatif doit stimuler la participation citoyenne et faire émerger de nouveaux acteurs, le conseiller communal socialiste Mountazar Jaffar déplore qu'il y a quelques mois une démarche qui «rate sa cible» parce que la méthodologie «favorise les habitants déjà insérés et les quartiers aisés». Le ZDA est moins sévère sur l'évaluation globale mais pointe exactement les mêmes problèmes.

Pour les spécialistes, l'évaluation des éditions 2019, 2020 et 2021 montre que le budget participatif «peut être considéré

comme un succès tant au niveau du nombre de projets proposés qu'en termes de vote». Le dispositif s'est «fluidifié», notamment grâce à l'arrivée d'une cheffe de projet, le nombre de suffrages est en constante augmentation et des personnes qui «n'étaient pas nécessairement actives dans le milieu associatif sont désormais partie prenante de la vie de leur quartier».

L'inclusion passera par la proactivité

Par contre, «les projets demeurent majoritairement portés par des habitants outillés et appartenant aux catégories socio-professionnelles supérieures» et le dispositif «reste soumis aux effets de réseau» grâce à des collectifs qui savent comment mobiliser. Le ZDA recommande à la Ville de communiquer plus et mieux, de collaborer davantage avec les acteurs de terrain et de s'impliquer dans la mise en œuvre des projets. Bref, l'inclusion passera par la proactivité.

Le municipal David Payot se dit en phase avec les conclusions et rappelle que des améliorations ont déjà été apportées, par exemple des rencontres entre porteurs de projets et services municipaux pour juger de la faisabilité des dossiers. Mais encore? «Pour que tout le monde ait les mêmes ressources et que le vote soit vraiment le reflet d'un intérêt large dans les quartiers, nous donnerons des outils pour mener la campagne de votation.»

Face à un possible biais sociologique, l'élu admet que «celles et ceux qui déposent un projet ont souvent le même profil, avec une surreprésentation de personnes ayant un haut niveau de formation. Or ils sont parfois en lien avec tout un quartier. Cette mixité doit devenir perceptible. Tous nos efforts visent à toucher le public le plus large possible.»